

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 10/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2025

Contexte et constats

Publié sur 

PURFER LYON7

Quartier de la gare RD 147
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-25-265-LL
Code AIOT : 0010600303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement PURFER LYON7 implanté 10, rue de Fos-sur-mer Port Edouard Herriot 69007 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite inopinée fait suite à une plainte du voisinage relative aux fumées émanant du site, ces fumées étant assimilées à un brûlage pour le plaignant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER LYON7
- 10, rue de Fos-sur-mer Port Edouard Herriot 69007 Lyon
- Code AIOT : 0010600303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société PURFER exerce depuis 2004 sur son site de Lyon port Edouard Herriot (69007) une activité de tri et de mise à dimension de ferrailles lourdes sur une emprise de 11 000 m², appartenant à la CNR (Compagnie Nationale du Rhône). Ce site fait partie des 28 sites PURFER du sud-Est de la France.

L'ICPE PURFER est classée depuis mars 2004. L'activité autorisée à cette date est établie sur un tonnage de 70 000 t par an. Ce site emploie actuellement 7 personnes en 1 équipe. En 2022, PURFER a réceptionné 51 000 t de déchets sur ce site (contre 40 900 t en 2020). Les principales rubriques ICPE du site sont la 2713 (entreposage de fers et métaux), la 2791 (cisailage) et la 2712 (réception de véhicules terrestres).

Sur ce site, l'activité consiste principalement à réceptionner (acheter) diverses qualités de ferraille lourde, à les cisailier à l'aide de sa presse-cisaille de 1400 t, puis de préparer des lots à expédier soit par train soit par bateau, dans ce dernier cas à raison de 1500 tonnes par bateau à destination d'aciéries en méditerranée. La presse cisaille, faisant l'objet de maintenance régulière, est celle installée en 2004.

Pour les pièces reçues (exemple : très grande citerne ou poutre métallique) de plus de 9 m de long, cette activité de réduction de la taille se fait au sol, par découpe au chalumeau (environ 5/10 % des ferrailles entrantes). Puis ces morceaux sont à leur tour cisailés dans la presse-cisaille.

Une activité secondaire consiste à regrouper de la « ferraille à broyer », présente dans certains apports, et à l'acheminer sur le site de Saint-Pierre-de-Chandieu. Une autre activité secondaire consiste à réceptionner des carcasses de camion et autres engins routiers terrestres. Ces engins sont dépollués avant cisailage, les pneus sont placés dans une alvéole spécifique.

L'effectif présent sur site est de 5 personnes en 1 équipe, plus deux personnes en sous-traitance pour la découpe au chalumeau (oxycoupage).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Activité d'oxycoupage	Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 2-3.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Analyses d'eaux de plate-forme	Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article annexe 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Hauteur des tas - cisailage	Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3-1.4	Sans objet
4	Etat des bassins de rétention	Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 2-4.8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la présente visite inopinée faisant suite à une plainte de riverains sur les fumées émanant du site de PURFER Lyon 7, **il est constaté une absence de conformité sur 3 aspects, qui conduisent l'Inspection à proposer à madame la préfète un arrêté de mise en demeure** portant sur ces 3 points :

- oxycoupage de ferrailles : démontrer sous 3 mois la prise en compte de cette nuisance pour le voisinage et identifier une solution technique de captation et de rejet canalisé de ces fumées après un traitement adéquat. Cette nuisance n'ayant pas été anticipée en 2003 lors de la demande d'autorisation d'exploiter.
- Plan de défense incendie : mettre en oeuvre sous 3 mois un plan de défense incendie et démontrer son appropriation par les équipes en place sur le site de Lyon 7. Ce document est obligatoire depuis juillet 2024.
- rejet principal d'eau au Rhône : se mettre en conformité sous 3 mois avec les dispositions de l'annexe 3 de l'AP d'autorisation de 2004, s'agissant des VLE et du retour d'expérience suite aux dépassements constatés, actions correctrices prises ou envisagées, conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur des tas - cisailage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3-1.4
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Le stockage des produits métalliques à cisailier et des produits cisailés sera limité à une hauteur de 5 m. La quantité maximale stockée est de 1500 t pour chacun de ces deux produits.
Constats : Ce jour, le stockage côté alimentation de la presse atteint une hauteur inférieure à 5m. La hauteur du côté darse est probablement de 6 m car l'exploitant indique avoir un stock de 1300 t en attente de chargement d'une barge maritime, supposée accoster à compter du 8 septembre et recevoir 1500 t de ferrailles lourdes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Activité d'oxycoupage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 2-3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution de l'air

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations doivent être conçues, implantée, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce jour est constaté une activité d'oxycoupage de 2 carcasses de remorques de camions. Les conditions météo du jour permettent une relative bonne dispersion des fumées vers le nord. Cette activité a lieu quasiment tous les jours car elle est liée à l'activité de la presse cisaille. Le personnel sous-traitant intervient à l'air libre et sur un sol jonché de débris métalliques. L'activité d'oxycoupage est prévue dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) de 2003, à hauteur de 500 t / mois et sur une surface de 236 m² au sol (p.109). Aucune nuisance « Air » n'est alors envisagée pour cette activité par l'exploitant. Lors de la présente visite, l'exploitant indique un tonnage d'environ 200 t / mois ou 10 t / jour. La nuisance Air est récurrente, même à ce niveau d'activité. Les fumées sont âcres et parfois très visibles, notamment par temps froid et humide. Suite à la précédente visite d'inspection, le rapport du 06/09/2023 demandait à l'exploitant sous 3 mois :</p> <p>« - un plan à jour de son site matérialisant l'emprise au sol de cette activité de découpe au chalumeau, récurrente sur ce site, ainsi que des zones de stockage nouvellement créées près de la grue, en substitution des stockages effectués préalablement en limite sud-sud-ouest du site. - une note / étude sur la solution technique à retenir pour la captation des fumées de la découpe au chalumeau ».</p> <p>Ces éléments n'ont pas été transmis et aucune étude n'a été menée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est proposé à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant, sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'étudier cette nuisance de rejets atmosphériques pour le voisinage - d'identifier une solution technique de captation et de rejet canalisé de ces fumées après un traitement adéquat.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée :

Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

Ce document, obligatoire depuis juillet 2024, n'est pas disponible sur ce site. L'exploitant indique qu'il existe mais au niveau des services centraux de PURFER à St Pierre de Chandieu. L'Inspection rappelle que ce document est notamment prévu pour les périodes hors heures ouvrées et qu'il doit impérativement être disponible sur site et connu du personnel.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est proposé à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant, sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en oeuvre un plan de défense contre l'incendie (PDI) - d'assurer l'appropriation du PDI par le personnel en place sur le site de Lyon 7.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des bassins de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 2-4.8.4
Thème(s) : Risques chroniques, pollution du sous sol
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement.</p> <p>Le bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. La capacité totale minimale de rétention sera de 1000 m³. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Une consigne sera établie en ce sens. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées dans le présent arrêté. Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un premier bassin bétonné, cubique, reçoit par gravité les eaux de plate-forme. Ces eaux s'écoulent ensuite dans un deuxième bassin en longueur et aux parois inclinées.</p> <p>Lors de la présente visite, le deuxième bassin est vide à 95 %. Lors de la précédente visite (juillet 2023), il avait été constaté un défaut d'accrochage de la bâche sur le béton du bassin, qui témoignait d'une certaine vétusté de la bâche ou-et de son système de fixation. La bâche a été installée en 2004 à l'ouverture du site. L'exploitant devait sous 3 mois transmettre la solution retenue (réparation ou changement de la bâche). Ces éléments n'ont pas été transmis. Lors de la présente visite, l'état de la bâche est correct.</p> <p>Le rejet se fait automatiquement par action de pompage, tant que le flotteur du séparateur hydro-carbure redescend suffisamment. Si ce n'est pas le cas, un voyant rouge s'allume sur le boîtier de commande situé au niveau des pompes du deuxième bassin. Ce voyant est visible depuis la plate-forme. L'exploitant indique ne pas connaître de cas d'activation de ce voyant lumineux. Ce sont les opérations de curage qui préviennent ce type d'incident.</p> <p>Le curage de ces bassins et du débourbeur-déshuileur sont en principe effectués tous les 6 mois, sauf cas exceptionnel. L'exploitant fournit les bons d'intervention des 28/11/2024, 04 et 12/06/2025. Plusieurs tonnes de boues sont extraites à chaque intervention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyses d'eaux de plate-forme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, pollution du Rhône
Prescription contrôlée : semestriel pour eaux rejetées. VLE en Mg/l : MEST 35 ; DCO 125; DBO5 30; HCT 10; Pb 0,5 (500) ; Al + fer 5
Constats : Le DDAE de 2003 proposait des niveaux de concentration et de flux qui ont été repris dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le rejet final se fait directement au Rhône via la darse du Port Edouard Herriot. Un nouvel équipement de type Séparateur hydrocarbure a été implanté fin 2021 au-dessus de l'ancien, qui a été vidangé et curé avant d'être noyé dans du béton pour servir de fondation au nouvel équipement. Une fiche technique et un plan a été transmis. Suite à l'inspection de Juillet 2023, l'exploitant avait un mois pour transmettre à l'Inspection son retour d'expérience sur ce nouvel équipement : comparaison des résultats des 3 premières analyses avec le nouvel équipement, versus les 3 dernières analyses avec l'ancien équipement. Ce document n'a pas été transmis. Le contrôle inopiné du 16/04/2025, demandé par la DREAL, relève 4 dépassements : MES (59), DCO (229), DBO5 (75) et Fer+Alu (7,8). L'exploitant indique que la pluviométrie plus importante pendant le prélèvement (orage) est à l'origine de ces dépassements. Or, Le bureau d'étude indique une pluie de 10 mm pendant le prélèvement. Dans le cadre de son autosurveillance semestrielle, l'exploitant fait effectuer un nouveau prélèvement en date du 06/05/2025, avec un dépassement de la DCO à 218 mg / l. A noter que le rapport de ce nouveau prélèvement ne précise pas si le prélèvement se fait pendant une vidange ou bien dans le dernier regard (eau stagnante, avec ou sans purge préalable...). Le rapport ne compare pas non plus les résultats exprimés en concentration par litre aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral. Les personnes présentes lors de la visite n'ont pas accès aux résultats des analyses et n'ont pas d'indication de performance du séparateur HC installé en 2021.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant, sous 3 mois : - de respecter les dispositions de l'annexe 3 de son arrêté préfectoral du 04/03/2004, s'agissant des VLE et du retour d'expérience suite aux dépassements constatés, actions correctrices prises ou envisagées, conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois